

DECLARATION DE LA FIMARC au terme de la réunion du Comité Exécutif 2005 à Reconquista (ARGENTINE)

« L'accès à la Terre et le droit à l'Eau, conditions pour une réforme agraire soutenable »

Avec une population de 37,5 millions d'habitants, l'Argentine, qui a de quoi nourrir 300 millions d'habitants, compte quelque 14 millions de personnes qui souffrent de la faim et sont au seuil de l'indigence. Des situations comparables se retrouvent dans tous les continents.

Ce qui pourrait apparaître comme un paradoxe n'est que le résultat des politiques néo-libérales qui se sont accentuées au fil de ces dernières années. Les paysans qui ont pour vocation de produire de la nourriture pour tous leurs concitoyens, ont vu petit à petit, et plus particulièrement au cours de la dernière décennie, transformer la terre, leur outil de travail en capital spéculatif. Ceux qui possèdent la terre aujourd'hui en quantité, n'ont d'autre souci que de lui faire générer du profit à court terme, sans égard pour la qualité des aliments produits, pour la dignité du travail des paysans ou pour l'environnement. Les populations indigènes et les petits paysans souffrent de voir ainsi la « pacha mama » (terre mère), exploitée sans scrupules, de voir les villages se vider faute d'un travail suffisamment rémunérateur et de voir disparaître tout ce qui faisait de leur vie une vie digne et d'homme libre.

L'accès à l'eau est, pour les mêmes raisons, rendu très difficile voire impossible pour des millions de gens. L'eau, dans le système capitaliste néo-libéral, est considérée comme une simple marchandise ; de plus en plus d'états ont dû, sous la contrainte de politiques d'ajustement structurel, en céder la gestion à des sociétés privées. Le modèle productiviste que nous connaissons, en plus de cette privatisation, génère des pollutions qui ont des conséquences graves tant pour les êtres humains (dégradation des comportements, des valeurs, de la culture) que pour l'environnement. Les résidus de la production intensive en agriculture et dans l'industrie, se retrouvent dans les eaux des rivières et des fleuves et à la fin de la chaîne alimentaire dans notre assiette, provoquant allergies, cancers et autres problèmes graves de santé.

Pour nous ruraux et chrétiens en FIMARC, ces situations sont inacceptables. La terre est un espace de vie pour réaliser le droit à l'alimentation pour tous et le droit à vivre dans la dignité pour chaque être humain. Dans ce contexte, l'accès à l'eau, source de vie, ne peut pas être soumis à condition de revenu. Le système en vigueur de nos jours, est porteur de mort. Face à cette situation, nous ne pouvons nous taire et laisser se poursuivre impunément cette course effrénée à l'argent, destructrice de la santé des populations, de l'environnement, de la dignité des personnes, d'un futur possible pour les générations à venir.

Nous appelons de manière urgente à un changement profond pour développer des modèles de production (des expériences fonctionnent dès à présent) qui assurent une alimentation pour tous, dans le souci de préserver la bio-diversité, meilleure garante d'un équilibre biologique naturel à long terme, tout en générant le capital nécessaire pour permettre à tous de vivre dignement en satisfaisant aux besoins élémentaires de nourriture, logement, santé et éducation, dans le respect des cultures locales.

Le changement que nous prônons, exige une conversion personnelle et collective dans la manière de considérer l'eau et la terre, et nous pousse à réclamer des réformes agraires adaptées aux cultures de chaque pays et aux besoins des populations.

- L'accès à l'eau et l'eau potable pour tous va bien au-delà des solutions technologiques et financières. Il nécessite l'élaboration d'un projet politique global, prenant en compte les aspects sociaux, culturels et économiques au service des diverses communautés humaines qui composent nos pays. Cette méthodologie s'appuie sur une culture de l'eau, source de vie, qui ne peut pas être considérée comme une simple marchandise.

- Quand nous réclamons la terre, comme outil de travail pour les paysans, nous réclamons sa répartition équitable, son accès dans des conditions décentes, pour un travail digne, pour la production d'aliments de qualité tant pour les ruraux que pour les consommateurs urbains, pour la préservation de la qualité des sols et la bio-diversité de la nature.

L'eau, la terre, mais aussi les semences sont pour nous un patrimoine commun issu du travail de communautés humaines, durant une multitude de générations, et doivent le rester. Le modèle de développement que nous prônons est un modèle de VIE. Pour y arriver des réformes structurelles sont impératives mais la réforme dans les manières de voir, de penser et d'agir est tout aussi importante.

Forts de nos convictions dans cette manière de penser et d'agir, nous considérons que nous avons des éléments de réflexion à faire valoir. Nous nous engageons à être porte-parole et acteurs de changements dans tous les forums de discussion sur ces sujets, au cours des échéances électorales dans nos pays, aux rencontres internationales sur ce thème, dans un futur proche à la Conférence Ministérielle de l'OMC à Hong Kong pour clamer ces revendications et travailler avec tous ceux qui comme nous se mobilisent pour construire ce modèle de développement.

Les membres du Comité Exécutif de la FIMARC
Reconquista (ARGENTINE)
le 20 mai 2005

Membre de la Conférence des OIC
Observateur auprès de la FAO
Consultant auprès de l'ECOSOC
Consultant auprès de l'UNESCO

Secrétariat de la FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE

Banque : 250-0132789-81
E-mail : fimarc@skynet.be
TEL/FAX. +32-(0)83-65 62 36
